

ANCHA



AGENCIA NOTICIOSA CHILENA ANTIFASCISTA
EDITADA POR EL FRENTE DEL PUEBLO EN EL EXTERIOR

CON LA UNIDAD Y LA LUCHA, LA **R**ESISTENCIA VENCERA

Décembre 1977 - Janvier 1978

Nos 27 · 28

Numéro Spécial

Développement

massif des luttes

de la Résistance

4° P 8851

DEVELOPPEMENT MASSIF DES LUTTES DE LA RESISTANCE

Le mouvement de résistance du peuple chilien contre la junte militaire fasciste connaît actuellement une nouvelle et extraordinaire impulsion. Aujourd'hui, c'est tout le peuple chilien qui se lève ouvertement pour lutter contre la tyrannie militaire.

Cette situation, qui était en germe le jour-même du coup d'état militaire, a connu un processus ininterrompu d'enrichissement des méthodes de lutte et de leurs répercussions, tant au niveau national qu'international. Au début, après les massacres et la décapitation des organisations de masses du peuple chilien, la résistance commença son action en regroupant clandestinement tous ceux qui étaient prêts à affronter le fascisme. De là ont surgi divers types d'organisations qui se sont lancées dans la lutte en défiant la répression brutale pratiquée ouvertement par les militaires fascistes.

Lors de cette première étape, les tâches de la résistance ont progressé vers la consolidation de comités clandestins et de certains organismes légaux tels, entre autres, les groupes sportifs, afin de pouvoir, à travers eux, atteindre des milieux plus larges par le biais de la propagande clandestine. De ces noyaux de la résistance sont sortis les premiers tracts appelant à la lutte et à l'organisation. Dans cette première période, les groupes de la résistance se voyaient obligés de limiter leurs actions étant donné le degré de répression imposé par la junte militaire.

Mais, bien que les conditions dues à la répression fasciste n'aient pas changé substantiellement, le grand mouvement de la résistance a grossi ses rangs chaque fois davantage tout au long des années de régime fasciste, des milliers de comités clandestins de la résistance se sont créés dans tout le pays, qui ont amplifié leurs actions et frappé durement le régime. C'est à la suite de ce développement massif des organisations de lutte du peuple que les militaires fascistes se sont vus dans la nécessité de maintenir jusqu'à ce jour toutes les lois d'exception, comme l'Etat de Siège, le couvre-feu, l'"Etat de guerre intérieure", etc.

D'autre part, la montée des luttes et la condamnation internationale ont obligé la junte militaire à camoufler la répression, à la pratiquer de façon sophistiquée. De l'assassinat pur et simple, avec l'abandon des cadavres dans les rues et les cours d'eau, on passa à l'étape des "disparitions", des camps de concentration, qui ouvrit la voie en différents points du pays aux sinistres prisons décriées.

Mais, bien que les mesures de terreur et de répression continuent à régner pour soumettre le peuple chilien à l'exploitation et à la misère, ce dernier lui oppose chaque fois de façon plus déterminée son unité et sa lutte, conscient que c'est là la seule façon d'abattre la dictature.

Par exemple nous pouvons dire que 1977 a été une année de grandes luttes de masse et de grands succès pour la résistance. Pour faire un petit bilan, nous citerons quelques-unes des plus importantes luttes qui se sont déroulées, luttes à travers lesquelles on peut observer qu'aucun secteur du peuple chilien n'est resté en marge.

En janvier, plus de 100 personnes protestent dans les rues de Santiago contre le vol dont ils ont été victimes de la part de la Compagnie Financière "La Famille". La manifestation est dispersée par les forces de police. A Puerto Montt, les ouvriers de l'entreprise de construction "Los Canales" ont fait grève contre le blocage des salaires. Egalement pendant les premiers mois de 1977, les travailleurs de la Banque du Chili ont fait grève en protestation contre le non-paiement des primes qui avaient été accordées par les autorités bancaires.

Le 8 mars, coïncidant avec la journée Internationale de la Femme, des centaines de femmes ont fait la première grande manifestation contre les portes de la Cour Suprême en réclamant des éclaircissements sur le sort subi par plus de 500 personnes "disparues".

Dans le milieu étudiant, au début de l'année scolaire, se développe un grand mouvement dans toutes les universités du pays, contre le paiement des droits d'inscription. L'ampleur de ce mouvement oblige les autorités fascistes à baisser de 50% les tarifs proposés et à exempter du paiement un grand nombre d'élèves.

A Santiago, les ouvriers de l'industrie Termokhon ont fait une grève de protestation contre les licenciements massifs, et ont obtenu grâce à cela le respect de leurs droits. A Viña del Mar les ouvriers de l'industrie Promar ont fait une grève du zèle, protestant contre le non-paiement de leurs salaires.

A la campagne, se sont déroulées des luttes très importantes contre les expulsions, contre le retour des terres aux latifundistes, pour l'assistance technique et financière, et pour l'application d'une véritable Réforme Agraire. Nous pouvons signaler entre autres la lutte de centaines de familles de la province de Colchagua qui se sont mobilisées activement contre les expulsions et les détentions de leurs dirigeants.

Pendant les derniers mois de 77, ces luttes impulsées par la résistance se sont amplifiées et généralisées. Dans ce cadre nous citerons la grève de la faim de 26 femmes, parentes et épouses de disparus dans le siège de la Cepal, et les manifestations suivantes qu'elles ont effectuées, notamment lors de la visite au Chili de Terence Todman, sous-secrétaire adjoint au gouvernement des Etats-Unis pour les pays latino-américains, l'autre le jour où le nouvel ambassadeur nord-américain présentait ses lettres de créance.

Les mineurs du cuivre ont également réalisé d'importants mouvements. L'un des plus grands fut l'arrêt de travail du 2 novembre à la mine "El Teniente" qui a été suivi par plus de 60 % des mineurs. Ils exigeaient des améliorations économiques.

Les travailleurs du port de tout le pays font le travail au ralenti et refusent de faire des heures supplémentaires, réclamant des améliorations des salaires et des conditions de travail.

Cette synthèse restreinte reflète fidèlement l'esprit qui anime le peuple chilien et la Résistance dans la poursuite de leurs luttes.

Deux Mille Dollars d'amende pour un coup d'état

Voici quelques semaines, les hebdomadaires les plus représentatifs des deux courants politiques les plus forts du capitalisme monopoliste yankee, le TIME "libéral", et le NEWSWEEK "conservateur", faisaient référence au verdict judiciaire qui condamnait Richard Helms, directeur de la CIA entre 1965 et 1973, à une amende de 2000 dollars, et à un an de condamnation avec liberté sur parole, sans contrôle policier. Délit: avoir menti devant la Commission des Relations Extérieures du Sénat des Etats Unis quant aux activités de la CIA au Chili, activités couronnées par le coup d'état sanglant et l'instauration de l'une des pires dictatures fascistes d'Amérique Latine.

Examinons les faits selon ces versions mêmes: en 1973, Helms était acheté par le Sénat yankee, avant sa nomination comme ambassadeur auprès du régime fasciste d'Iran. Le 7 février et le 6 mars, il fut interrogé sur les activités de la CIA au Chili, dénoncées par le journaliste Anderson, et qui demeuraient largement à découvert dans les fameux documents de la I.T.T. Dans tous les cas, Helms a menti, ou, comme cela apparait dans le verdict judiciaire qui l'a condamné, il n'a pas répondu à la Commission du Sénat de façon "véridique, complète et précise."

Qu'avait caché et déformé Helms? Que, selon la version officielle, "entre 1970 et cette date, la CIA avait remis 10 millions de dollars à la droite chilienne, afin qu'ils soient utilisés en propagande et en actions contre le gouvernement d'Allende, et pour faire pression sur les forces armées chiliennes afin d'impulser le coup d'état. De telles actions avaient été approuvées par le Conseil National de Sécurité, sous la direction de Nixon et d'Henri Kissinger, Prix Nobel de la Paix.

En d'autres termes, les 10 millions de dollars (et les centaines supplémentaires qui ne figurent pas dans les textes officiels), furent utilisés pour assassiner le général en chef de l'armée, Schneider, qui n'était pas partisan du coup d'état, pour financer les sabotages et le terrorisme fasciste, ainsi que les récupérations dans le sang des biens pris par les masses, dans le sud, pour financer les manifestations de la droite... et finalement la tentative de soulèvement dirigée par le Colonel Souper, avec Patrie et Liberté, le 29 juin; l'escalade se terminant par le 11 Septembre fatidique. Ce jour-là, avec l'assassinat du président constitutionnel du Chili, débuta une nouvelle étape de massacres et de répression systématique contre le prolétariat et le peuple, qui continuent jusqu'à ce jour avec autant de force.

Qu'y a-t-il derrière cette démonstration de la "nouvelle morale" de l'actuel gouvernement de l'impérialisme yankee, principal ennemi des peuples d'Amérique Latine, et oppresseur direct du peuple chilien? Dans le contexte de démagogie populiste et pseudo-chrétienne de Carter, le jugement et la condamnation de Helms ne représentent qu'une farce hypocrite de l'impérialisme yankee, dans son effort pour se relégitimer à l'intérieur des Etats Unis. Le peuple nord-américain a subi une longue série de désillusions face à un système qui a voulu se présenter comme la source et le garant de la justice et de l'honnêteté. Sur le plan international, il prétend se poser "en champion des droits de l'homme", avec pour objectif de doter d'un nouveau masque le Gendarme International.

Il est pertinent de rappeler ici que le même phénomène de dénonciation des activités de la C.I.A. et des multinationales, qui commença vers les années 70 aux Etats Unis, ne correspondait pas à autre chose qu'à des contradictions entre les monopoles ; une telle lutte entre requins résultait de la déroute militaire et politique que subissaient les Yankees en Indochine, avec ses conséquences économiques internes et externes, qui favorisaient les uns mais portaient préjudice aux autres. Cela correspond à la grande mobilisation du peuple nord américain et des peuples du monde contre la guerre d'agression. Ainsi, les moyens d'information étaient essentiellement répartis entre deux groupes. D'une part, ceux qui s'alignaient aux politiciens "faucons" partisans de la guerre, soit les représentants des monopoles qui tiraient profit de l'industrie de l'armement. D'autre part, les libéraux alignés aux politiciens "colombes", partisans de la paix et représentants des monopoles qui ne gagnaient plus d'argent avec la guerre. C'est ainsi que le New York Time, le groupe Time Life, les monopoles N.B.C. et G.B.S., le Washington Post et d'autres réalisèrent toute une campagne au cours de laquelle ils publièrent des documents secrets du Pentagone où l'on donnait des précisions sur l'organisation de "l'incident du Golfe du Tonkin". Après quoi, les militaires et la C.I.A. convainquirent le Congrès yankee d'envoyer massivement des soldats au Nord Vietnam; ils publièrent les documents de la I.T.T. qui prouvent son intervention dans la politique chilienne, d'autres documents secrets de la C.I.A. et ils firent campagne contre Nixon à cause du Water Gate, etc...

Le même Carter intervint devant la justice contre Helms pour négocier et assurer leurs résultats. En effet, après des mois de négociation entre les parties, Helms fut d'accord pour se présenter devant la justice et s'avouer coupable d'avoir caché l'information. Le Département de la Justice s'engagea à muter l'accusation originelle qui impliquait une condamnation de cinq ans de prison en deux accusations moindres et à ne pas toucher à l'impressionnante retraite d'ambassadeur obtenue par Helms. De plus, il s'assura qu'il ne serait pas condamné à la prison.



TIME donne une liste des actions auxquelles participa Helms pendant ses trois ans à la C.I.A.

- renversement du premier ministre MOSSADEGH d'Iran, après que celui-ci eut incité la nationalisation du pétrole en 1952, "ce qui apporta 25 années de stabilité" à cette nation ;
- renversement du régime de gauche de Jacobo Arbenz au Guatemala en 1953;
- développement de l'avion espion U2, pionnier de l'espionnage aérien;
- opérations secrètes de contre espionnage, achat d'agents rivaux, manuels, militaires et de sécurité, incitation au développement de satellites d'espionnage, de bateaux espions, ect...
- En 1956, il dirige la construction d'un tunnel depuis l'Allemagne occidentale; pendant des mois, il intercepte les communications officielles de la République Démocratique Allemande.

Et le TIME poursuit : "Helms a lutté en une guerre silencieuse

/...

contre des terroristes, des assassins, des subversifs, des guerilleros et des obsédés qui attentaient à l'autorité dans leur lutte pour le pouvoir. Elegant chevalier "de toile reversible", Helms les a doublés chaque fois. Il était plus rapide, plus intelligent et, c'est certain, parfois plus brutal.

James SCHLESINGER, ministre de l'Energie du "démocrate" Carter, affirme catégoriquement : "c'est une honte que Dick Helms ait été jugé. Une sentence sévère aurait été une tragédie nationale. L'épisode n'est qu'une cicatrice de la guerre. Il souligne le service rendu à la Patrie !!

Et le destin de millions de personnes affectées par l'action de la CIA, soumises à des régimes batards, illégitimes et répressifs, aux dictatures les plus corrompues des bourgeoisies fantoches de l'impérialisme, imposées à travers la CIA ? Et les Chiliens morts dans la barbarie fasciste, la faim, le chômage, la persécution des combattants de la résistance et des masses populaires qui luttent pour se libérer du fascisme, de l'impérialisme et des monopoles nationaux ? Ce sont des détails sans importance pour les impérialistes, libéraux et conservateurs. Ce qui est important pour eux c'est "le service rendu à la Patrie", ou à ses intérêts. Il serait bon qu'ils y pensent ceux qui placent leur espoir dans l'action du progressiste Carter quant aux droits de l'Homme,

Si le jugement d'Helms a été négocié, il le fut justement parce que l'opération de la CIA au Chili n'est pas terminée. Elle se poursuit aujourd'hui et, parce qu'un jugement à grand tapage aurait agité les eaux de la pêche nord américaine au Chili. Il ne faut pas oublier que Pinochet et sa bande constituent l'un des nombreux chevaux de Troie de la pénétration impérialiste. Il a été le plus utile pour renverser Allende et pour réprimer l'ascension du mouvement populaire et révolutionnaire.

Voici quelques mois, le sinistre Pablo Rodriguez, chef de Patrie et Liberté, se plaignait de l'action de l'ambassade yankee à Santiago, qui, en association avec certains notables de la politique républicaine, cherchait des adeptes parmi les forces armées pour une éventuelle alternative bourgeoise au régime pétrifié de Pinochet. Il est certain que l'impérialisme a décidé de changer de pantin quand sera venu le moment opportun, pour une nouvelle étape de la dictature au Chili et la CIA travaille de façon accélérée pour cela. Le caractère de cette nouvelle étape sera le même : répression et exploitation du peuple.



L'essence de l'impérialisme n'a pas changé avec Carter. N'ont pas disparu les monopoles, ni les multinationales, ni leurs interventions et leurs banques de pillage, leurs armées ni la CIA, ni la visite de Todman, ni les discours de Carter, ni les réunions de Clodomiro Almeyda ex-ministre des relations extérieures de l'Unité Populaire, ou d'un ex-Président de la Démocratie Chrétienne avec Mondale ne vont changer la situation du point de vue des intérêts du peuple chilien.

Tout compromis, alliance "tactique pragmatique", ou quel soit son appellation, qui ait été négocié sur le dos du peuple n'est qu'un nouveau jeu dans lequel la CIA est en train d'employer, comme hier, des millions de dollars pour acheter des consciences et augmenter les volontés. Toute conciliation avec les agents des monopoles et les multinationales tombera inévitablement dans la poubelle de l'Histoire et, avec elle, ses promoteurs.

Le sang des morts, victimes des fascistes instrumentalistes, dirigés, financés par la CIA par l'impérialisme

ne s'oublie pas avec quelques discours et des larmes de crocodile, avec de nombreuses promesses de campagnes électorales des représentants des monopoles impérialistes du type Carter.

Il faut inciter des alliances, des compromis et des tactiques communes des secteurs populaires, patriotes et révolutionnaires pour lutter contre le fascisme, assurer la démocratie, les libertés du peuple, la véritable indépendance économique et politique du pays et asseoir les bases d'un ample mouvement populaire et révolutionnaire qui résolve définitivement les grandes contradictions auxquelles est confronté le peuple chilien.

Et pour ne pas oublier le thème qui a suscité ces réflexions, une citation qui montre le cynisme et la stupéfiante frivolité du journalisme "libéral" yankee : "donc, finalement, cela lui a coûté deux mille dollars? Probablement une bagatelle, si l'on pense à la manière dont peuvent se dérouler les choses dans le commerce de l'espionnage".

ALLIANCE OUVRIERS-PAYSANS

Sous la consigne "LUTTONS POUR LA LIBERTE SYNDICALE", nous recevons de Chili ce journal. Il appelle à fairetaire le mensonge fasciste avec la vérité du peuple et à contrecarrer la répression avec l'unité et la lutte des masses. Nous reproduisons des extraits que nous y avons relevés.

INFORMATION DE LA FEDERATION RANQUIL : on a divisé les propriétés du secteur réforméen 33.600 parcelles et on a remis 13.600 titres de terres. En conséquence, 60 % dudit secteur est resté sans travail, sans le droit à la terre et aux maisons qu'ils habitaient. On a liquidé les installations avec le parcellement, on est en train de créer une grande quantité de petites propriétés, avec le tort consécutif que cela représente pour l'agriculture, tant dans le domaine économique que dans le domaine social.

L'actuelle réforme a jeté au moins 40.000 paysans au chômage.

SUSPENSION DU FINANCEMENT AUX ORGANISATIONS SYNDICALES : Sous ce prétexte, aux travailleurs agricoles, on décompte 2% de leurs salaires minimum imposables. Cependant, l'argent n'est pas remis aux organisations. C'est un droit pour les travailleurs d'exiger l'accomplissement de cette disposition.

FAIS DES BARRICADES, APPORTE CE QUE TU AS DANS CETTE LUTTE POUR LA DIGNITE ET LA LIBERTE DE NOTRE PATRIE : Il est clair que la dictature sans être renversée ne s'effondrera pas d'elle même. Pour la renverser l'unité, numérique ne suffit pas; il faut en plus aller de l'avant vers une unité qui serve chaque fois plus le combat antidictatorial. L'unité et la force de l'alliance ouvriers-paysans et des patriotes en général, se développera pas à pas. Il existe un mécontentement qui mènera au combat ouvert, de la résistance clandestine au combat ouvert, des petites actions aux grandes luttes généralisées.

PAYSANS - Sous ce titre, le Journal Alliance Ouvriers Paysans, édité par le Front du Peuple, dénonce la démagogie du ministre de l'agriculture fasciste le général d'aviation Sergio Crespo qui a déclaré que "la réforme agraire ne reculerait pour aucun motif"; cependant, cela s'est traduit par une grande quantité de terres expropriées, réduisant des milliers de compagnons et leurs familles à une cruelle misère. Les renvois se font sans indemnisation et, pour remplacer les délogés, on embauche des travailleurs pour moins de 6 mois, les renvoyant sans préciser le motif et sans préavis pour leur payer des salaires minimes et pour ne leur accorder aucun avantage et exiger d'eux du travail supplémentaire mais sans les payer en heures supplémentaires.

De plus, par décret de la Junte, depuis janvier 1974, les patrons peuvent décompter jusqu'à 50% du salaire selon le principe des avantages, alors que le décompte maximum pour l'année 1973 était de 25% ce qui signale un retour en arrière de plus de 20 ans dans les conquêtes. Avec les fascistes, les métayers qui paient comme location de la terre la moitié de ce que celle-ci produit, ont perdu la qualité d'ouvriers agricoles, ce qui fait que les patrons sont exemptés de payer une série d'avantages, la sécurité sociale. Les patrons peuvent les renvoyer d'un moment à l'autre et quelle que soit la réclamation ils doivent l'adresser aux juges civils et non à ceux du travail, ce qui implique des procédures très longues.

PLATE FORME DE LUTTE - Face à la répression syndicale, aux libertés démocratiques vidées, au réajustement misérable au mal nommé "nouveau code du travail" et à la réforme provisoire, la classe ouvrière, les paysans et le peuple en général, nous devons nous UNIR, développant toutes les formes les plus diverses de luttes selon les conditions que nous aurons dans nos fronts de travail respectifs.

- lutte pour le renversement de la dictature. Fin de l'état de siège, de la répression, de la persécution et du mouchardage
- lutte pour la poursuite et l'approfondissement de la Réforme agraire. Non au parcellement individuel. Défense et appui économique et technique des secteurs réformés. Crédit adéquat et baisse des prix pour les insolubles.
- lutte pour le retour à 25% maximum. Non au 50%.
- retour pour les métayers de leur qualification de travailleurs agricoles;
- lutte pour toutes les libertés syndicales perdues à cause du coup d'état fasciste : renforçons les syndicats, fédérations et confédérations, luttons pour les élections syndicales, pour pouvoir élaborer des cahiers de pétitions et avoir droit à la grève. NON AU DECRET 198 !

Pour tout cela, nous devons organiser des comités clandestins de lutte sur tous les fronts de travail.

LE DROIT DE GREVE - En Mars 1975, l'ex-ministre fasciste du travail Niconor Diaz Estrada a déclaré dans une réunion de ministres du travail réalisée au Pérou : "la grève est un droit fondamental des travailleurs". En 1976, l'actuel ministre du travail, Sergio Fernandez s'est déclaré partisan de l'élimination du droit de grève "qui est une forme d'expression de la force utilisée comme instrument de la lutte des classes".

Le 10 Décembre de l'année 1973, le décret loi 198 a été passé. Il empêche les travailleurs d'exercer leurs droits acquis après de longues luttes syndicales. Ce qui fut décrété comme transitoire dure depuis plus de 4 ans. Le prétexte est que l'on veut "saper l'activité politique à l'intérieur des syndicats".

la voix de l'acier

Nous avons reçu du Chili ce quotidien des ouvriers de Huachipato. Nous en reproduisons quelques extraits :

"Les coups les plus meurtriers subis par le régime fasciste lui ont été portés par les ouvriers des villes et de la campagne. Dans les industries, on a fait grève pour nonpaiement et non respect des accords, ainsi que des sabotages, des boycotts de la production et des machines, des ralentissements de travail etc... Pour cela, les ouvriers ont développé l'organisation clandestine et renforcé l'organisation syndicale, développé la solidarité et ils ne craignent pas la répression. Bien que dans certains cas, les forces répressives aient effectué des arrestations, elles se sont vues obligées de libérer les détenus.

L'opportunisme, qui n'est autre chose que l'influence bourgeoise au sein de la classe ouvrière, a causé de grands dommages à cette dernière en la désarmant idéologiquement, politiquement et matériellement, en la divisant dans plusieurs partis étrangers à ses intérêts, emprisonnant le mouvement syndical dans le cadre des lois bourgeoises, en "parachutant" à sa direction des bureaucrates disposés à vendre ses luttes à la première occasion. Aujourd'hui, l'opportunisme tente d'empêcher les ouvriers de lutter pour leurs problèmes et pour abattre la dictature. Ils essaient de nous persuader de rester passifs et immobiles, en attendant que l'impérialisme yankee se mette d'accord avec la junte pour un "changement" sans imprévus qui laisse les choses sans changement dans les mains des fascistes. L'opportunisme sauverait ainsi les bourreaux et les fascistes du châtiement populaire et sauverait le régime d'exploitation et de domination des yankees que le peuple avec la classe ouvrière à sa tête, veut détruire.

L'opportunisme favorise la surexploitation et la domination impérialiste ; il porte la responsabilité de ce que nos luttes et organisations aient été durement touchées par les fascistes. Cependant il existe aujourd'hui des conditions pour développer un fort et combattif mouvement syndical indépendant des partis et de toutes politiques qui favorisent le système d'oppression et d'exploitation ; un mouvement syndical qui soit au service de la classe ouvrière et de ses luttes, qui soit capable d'organiser tous les ouvriers pour affronter nos oppresseurs et nos exploitateurs, qui soit au service d'une patrie véritablement démocratique et libérée de toute intervention impérialiste.

La première tâche dans ce sens est de réorganiser le syndicat, en expulsant les agents du fascisme qui y sont introduits pour qu'il soit en accord avec nos nécessités et non pas avec la dictature. Les nouveaux dirigeants pourront n'être que des camarades honnêtes et combattifs, du moment qu'ils sont à la production et pas dans les bureaux et coupés de la base. Pour cela, nous devons nous mobiliser pour la liberté syndicale, pour des réunions sans marchand ni espion et pour élire librement nos véritables dirigeants. Nous devons avoir des comités clandestins capables d'affronter la répression, qui nous mobilisent pour récupérer les libertés syndicales et qui appuie le syndicat pendant les luttes. Nous devons nous unir tous dans une nouvelle centrale unique des travailleurs qui impulse l'organisation et la lutte en dépassant la légalité bourgeoise qui sert à nous opprimer et non pas à nous libérer."

JUSTICE POPULAIRE

Le journal des ouvriers de la sidérurgie de HUACHIPATO publie la déclaration suivante, après que plusieurs mouchards aient été châtiés exemplairement. "Tous les mouchards recevront le même traitement, et si leurs délations conduisent à l'arrestation de membres du FRONT DU PEUPLE ou d'autres patriotes anti fascistes, ils seront châtiés sans pitié".

SEUL LE PEUPLE UNI, ORGANISE ET EN LUTTE SAUVERA LE PEUPLE !!

L'ETUDIANT

organe du front universitaire antifasciste

Nous reproduisons certains extraits de ce journal :

LES EXAMENS OBLIGATOIRES : DE NOUVELLES OBLIGATIONS POUR LES ETUDIANTS

Les examens imposés n'améliorent pas par eux mêmes la qualité de l'enseignement. Le seul objectif de ces obligations anti pédagogiques est de couper les étudiants de la crise économique et politique qui affecte d'une manière criminelle notre peuple, c'est de créer des obstacles pour l'unité des étudiants avec la lutte de notre peuple contre la dictature, pour ses droits et libertés.

Ils veulent des étudiants "à temps complet" : pour cela, beaucoup d'étudiants sont purement et simplement renvoyés après un échec et il arrive qu'au cours d'une première année d'Université il y ait 60% d'échec. Ce sont principalement des étudiants travailleurs ou des fils de travailleurs qui sont le plus affectés par cette situation. En effet ils doivent consacrer une grande partie de leur temps à gagner leur vie.

La politique de la junte dans les universités est destinée à les mettre au service du capital étranger et des classes les plus réactionnaires du pays. Elle veut former des "professionnels" individualistes, arrivistes et limités dans leur compréhension du contexte de la société, sans capacité critique ni initiative, c'est à dire des serviteurs dociles des monopoles, des latifundistes, des financiers et des impérialistes.

ETUDIANTS ! Unissons nous pour empêcher que l'université ne soit transformée en une agence de l'impérialisme et de la monarchie ! Opposons nous aux examens obligatoires et luttons contre l'ingérence fasciste à l'université ! Nous vous appelons à rejoindre le FRONT ETUDIANT ! Notre tâche fondamentale est de nous organiser pour résister et combattre ensemble pour la conquête des droits et libertés fondamentales du peuple; nous devons nous organiser en groupes de 3 à 5 personnes et développer un travail d'information pour la résistance, la préparation idéologique et politique anti fasciste et démocratique. Nous devons former des comités de résistance capables de résoudre par eux mêmes les problèmes matériels de propagande. Nous devons saper le moral des tortionnaires et des mouchards en leur montrant que les sbires du fascisme paieront pour leurs crimes.

PCR du CHILI

Parmi les derniers matériaux reçus du P.C.R. entre autres EL PUEBLO et EDITIONS M.L., nous extrayons les informations suivantes :

ACTIVITE NATIONALE DES CADRES DU P.C.R. DU CHILI

Dans le cadre des activités de la seconde conférence nationale du P.C.R. du Chili réalisée dans la clandestinité, s'est effectuée une réunion nationale de cadres où a été analysé un document qui contient certains éléments pour l'analyse de la situation mondiale. Le rapport vient d'être publié en espagnol par EDITIONS M.L. et en français par les EDITIONS N.BE. de Paris.

DIFFUSION DES DOCUMENTS DE LA 2^e CONFERENCE NATIONALE DU P.C.R. DU CHILI

Il vient d'être publié au Chili une nouvelle édition du numéro spécial du journal El Pueblo qui contient le communiqué de presse, les dix résolutions publiées et le rapport politique présenté à la II^e Conférence Nationale du P.C.R. La 1^{ère} édition a été complètement épuisée. Comme ce sont des matériaux qui orientent de façon concrète la lutte actuelle des révolutionnaires et anti fascistes chiliens, ils ont été largement diffusés dans tout le Chili. Sur le plan international, ils ont été publiés en anglais, albanais, français, allemand, italien, japonais, turc, grec, portugais, suédois, norvégien et espagnol, langue dans laquelle ils ont été reproduits dans plusieurs pays d'Europe, en Colombie, Equateur et Venezuela.

PORTUGAL - Une délégation représentant les jeunes du Parti Communiste Révolutionnaire du Chili a assisté au I^{er} Congrès de l'Union de la Jeunesse Communiste Révolutionnaire du Portugal qui s'est tenu à Lisbonne les 10 et 11 Décembre. Des délégations d'organisations marxistes-léninistes des jeunes d'Albanie, Allemagne, Angola, Brésil, Espagne, Grèce et d'autres pays, y assistaient. La délégation des jeunes du P.C.R. du Chili a lu un message de salutations dans la dernière partie du Congrès et a été fortement applaudie par plus de 600 assistants.

IRAN - Le Comité Central du P.C.R. du Chili a envoyé un chaleureux salut aux marxistes-léninistes iraniens à l'occasion de la célébration du I^{er} Congrès du Parti Communiste des Ouvriers et des Paysans d'Iran.

TOME II DU LIVRE DE JORGE PALACIOS

"CHILI / UNE TENTATIVE DE COMPROMIS HISTORIQUE "

Les Editions NBE viennent de publier en français, le tome II du livre "Chili, une tentative de compromis historique" de Jorge Palacios, où sont analysées les institutions bourgeoises affrontées par le gouvernement Allende; les contradictions au sein des forces d'opposition et du gouvernement et les perspectives de la lutte contre la Junte militaire fasciste.

EXTRAITS DE L'ENTREVUE AVEC PEDRO VUSKOVIK

publié dans «interview»

"Le Parti Socialiste traverse une crise profonde. Globalement, on pourrait dire que se sont définies 2 tendances antagoniques. Il y a une tendance qui pense que dans les conditions actuelles de répression, il est très difficile de reconstruire une organisation révolutionnaire à l'intérieur du Chili. Cette tendance propose de mobiliser des forces extérieures pour imposer une modification de ces conditions. Ces forces extérieures sont la social-démocratie européenne et les cercles appelés progressistes ou libéraux du Gouvernement nord-américain lui-même.

"Cette position suppose de séparer de façon délibérée la lutte du peuple chilien de la lutte des autres peuples latino-américains afin de préserver l'énorme degré de solidarité provoqué par la condamnation du régime de Pinochet. Ceux qui l'entretennent craignent en outre que la liaison avec d'autres organisations crée une image d'extrémisme de gauche excessif. Clodomiro Almeyda, en tant que Secrétaire exécutif de l'Unité Populaire, adresse une lettre aux présidents des pays qui appartiennent au Pacte Andin pour expliquer que le Chili réintègrera le Pacte après la chute de la Junte Militaire, il légitime comme président de son peuple le dictateur bolivien Banzer par le caractère même de cette lettre. Quand Luis Corvalan établit une différence essentielle entre le régime de Pinochet qu'il qualifie de fasciste, et celui de Videla qu'il considère comme un régime de transition qui s'approcherait du régime équatorien, il légitime la dictature argentine.

"La subordination de l'effort pour reconstruire le parti à un changement de régime qui permette le retour des dirigeants au Chili, telle est une des conséquences importantes de cette ligne qui a dominé à la direction formelle du Parti Socialiste et de l'U.P. - en exil.

"Il y a un autre courant dans lequel je me situe, qui formule une thèse fondamentalement distincte. Ce courant considère que la présence du fascisme en Amérique Latine en général, et le cône sud en particulier, n'est pas le produit du hasard. Il existe des raisons concrètes qui expliquent l'avancée du fascisme: l'échec du projet de développement du capitalisme dépendant qui tente d'aller de pair avec des expressions, quoique limitées, d'un processus démocratique; l'incapacité des bourgeoisies nationales à diriger ce processus - incapacité qui les entraîne nécessairement au fascisme; et la présence de l'impérialisme nord américain. On ne peut espérer que les agents de ces mêmes forces imposent des changements significatifs; ils pourront au maximum proposer le changement d'un dictateur par un autre. Nous en revenons à une vérité élémentaire: ce sont nos peuples qui résoudront cette lutte et personne ne la résoudra pour eux.

" Le fascisme constitue la dernière possibilité de soutien du capitalisme dépendant, et il n'existe aucune perspective sérieuse, réelle de changement des régimes fascistes en dehors de la perspective d'une transformation directement socialiste. Pour le reste, nous pensons que le succès de la lutte dans n'importe lequel de nos pays dépend d'une avancée substantielle de la lutte des autres pays.



Poème écrit en prison

Le poème qui est publié ensuite a été écrit dans l'une des prisons instaurées par la junte militaire fasciste après le coup d'état. L'auteur, Luis Duran, l'a fait parvenir à sa famille au mois de septembre-octobre 1974. Depuis, on ne sait rien à son sujet. Aujourd'hui, c'est un de plus parmi les milliers de disparus.

Mais également, les parents qui se sont mobilisés pour éclaircir le décès ou la constatation de la mort de ce camarade dans les prisons du fascisme, ont souffert de la répression. C'est le cas du militant du MAPU, Jorge Palma qui a été arrêté le 8 Septembre 1977 et torturé sauvagement. Son délit, selon les fascistes, c'est d'avoir participé au comité des disparus qui agit sous la protection de la vicairie de la solidarité. Palma est le beau frère de Luis Duran.

Un jour, peut être,
Dans n'importe quelle rue
Où dans n'importe quelle cellule
Avec mon dos brûlant
Contre une muraille froide,
Je mourrai.

Peut être au lever d'un nouveau jour,
ou dans l'obscurité brutale de la nuit,
S'élèvera pour la dernière fois mon cri de liberté

Alors,
Pour que tu ne m'oublies jamais,
Je te laisse en héritage deux mots !
Je t'aime.

Pour toi, j'ai été plus fort et meilleur,
Pour toi, je me suis senti plus pur.
Mon peuple te remerciera
De l'amour que tu as fait renaître en moi.

En chantant, tu sèmeras, en chantant, tu récolteras,
Ton visage, préoccupé aujourd'hui,
Sera souriant demain
En regardant tes enfants jouer,
Appuyée doucement au bras de ton compagnon,
Construisant le futur heureux,
Ou mon sang,
Le sang de tant, a arrosé cette terre.

Sois heureuse et souviens toi de moi,
Je t'ai aimée en silence
Que mon dernier cri soit un cri de triomphe et d'amour.

L'Association pour la diffusion de la Culture latino-américaine a organisé une "PENNA" dans le but de faire connaître les richesses artistiques de nos peuples.

La "PENNA" se tient tous les vendredis à partir de 20 H. au 27, avenue de Choisy (métro : Porte de Choisy).

Le prix de l'entrée est de 15 francs (Etudiants : 10 francs)

L'ASSOCIATION POUR LA
DIFFUSION DE LA CULTURE
LATINOAMERICAINE
organise une

PENNA

spectacle folklorique
boissons
empanadas

Vin à volonté

tous les vendredis à 20 Hrs
27 av de choisy M porte de choisy



ENTREVUE AVEC

andré jacques

André JACQUES est très lié aux activités de solidarité avec le peuple chilien. En 1977, il a fait deux voyages au Chili (en janvier et en juillet) et il vient de publier un livre avec des photos en couleur des faits menés au Chili par les femmes et les parents des prisonniers politiques et des disparus. Le livre intitulé : "Un peuple brode sa vie et ses luttes" est en vente à la CIMADE, 176, rue de Grenelle PARIS 7 FRANCE.

André Jacques, qui est aussi Secrétaire Général de la Ligue Internationale pour les Droits et la Libération des Peuples, a accordé à ANCHA l'interview que nous publions à la suite :

ANCH A - Quels ont été les objectifs de la junte militaire et de l'impérialisme au Chili ?

A.J. - Ils ont voulu arrêter le progrès d'une société et ils y sont arrivés. Ils ont voulu freiner la récupération des matières premières chiliennes par les Chiliens et l'ont obtenu également. Ils ont implanté l'économie libérale mais ils se sont trompés car ils ont fait croire à la population et notamment à la petite bourgeoisie que l'économie libérale signifiait la prospérité. Mais que s'est il passé ? Les grands bénéficiaires ont été surtout pour le capital étranger. Il y a eu une énorme concentration financière. L'économie de transformation et le commerce ont subi deux attaques : inexistence du pouvoir d'achat (chômage, bas salaires) et invasion massive de produits étrangers, et cette dernière a pris de telles proportions que j'ai vu à Santiago des magasins qui affichent "Ici on vend des produits chiliens".

ANCH A - Pourriez nous dire d'après vous comment il est possible qu'au Chili la répression soit toujours aussi forte et qu'en même temps se déroulent des manifestations visibles de la Résistance ?

A.J. - Et bien, dans un premier temps la répression a été brutale et sauvage car ils se trouvaient devant un ennemi fort, l'espérance populaire en pleine vigueur et il fallait l'écraser complètement et avec dureté. Ils ont détruit systématiquement les structures politiques et syndicales; cependant, le mode de répression n'était pas sophistiqué au point de détruire ainsi. Cependant, maintenant ils ne peuvent agir de la même manière, puisque à l'intérieur même du pays la résistance de la population est beaucoup plus profonde que celle à quoi les militaires s'attendaient et d'autre part le Chili est surveillé par l'opinion publique internationale.

La résistance au Chili se manifeste par exemple dans la vie quotidienne, par le maintien d'une certaine capacité d'organisation, y compris au niveau de petits problèmes où la Vicairie de solidarité a joué un rôle d'appui dans les cantines populaires, ateliers, bourses du travail syndicats, publications etc... La Résistance s'exprime aussi au niveau des activités politiques, car toutes les organisations politiques n'ont pas été détruites comme le voulaient les militaires. Il y a eu une rénovation des cadres dans les partis chiliens.

Les contradictions au niveau de la bourgeoisie se sont
aiguës. La démocratie chrétienne est traversée de courants contradictoires;
Il y a des groupes en son sein pour qui l'expérience Pinochet est un échec.

Pour toutes ces raisons, pour maintenir la vie actuelle, la
dictature ne peut accepter les exigences populaires (salaires, travail,
réforme agraire, droits des citoyens, participation politique, etc...) et
pour empêcher ces exigences, comme ils ne peuvent le faire comme auparavant,
ils ont rendu la répression plus profonde en un sens. Comment cela s'exprime
t-il ?

- en essayant de détruire les moyens de communication (radio, presse,
universités, syndicats, partis ...)
- fichage et encadrement subtil de la population (l'emploi minimum est un
exemple de service militarisé; on laisse travailler plus de trois mois
seulement ceux qui se conduisent bien. Presque tous sont organisés
militairement; on contrôle la population qui vient de la campagne;
tous sont fichés etc...)
- la police veille beaucoup, contrôle, arrête certains et les relâche
après, en torture d'autres, menace les parents, suit les gens, tout
ceci pour créer une peur généralisée d'avoir une activité politique.
Moi-même, j'ai entendu beaucoup de témoignages de menaces téléphoniques
et d'activités destinées à augmenter la peur, comme par exemple,
l'arrêt d'une voiture dans une rue fréquentée : ils jettent par terre
un mort et repartent.

Mais face à tout ceci, il y a une recrudescence de la Résistance
qui naît de l'excès de la répression. Par exemple, les femmes des
disparus : elles ont tant souffert que maintenant elles n'ont plus
peur, elles n'ont rien à perdre et luttent jusqu'à la fin (grève de
la faim, manifestations publiques, etc...)

La répression et la faim sont tellement fortes qu'il y a
presque une course entre la rébellion spontanée et la capacité
d'organisation de la population chilienne, et cette dernière est en
train de gagner. Je peux témoigner que la population chilienne, politi-
quement consciente est très audacieuse et utilise toutes les possibi-
lités pour s'exprimer, toutes les contradictions.

J'ai vu lors de mon dernier voyage un grand développement de
l'organisation syndicale et la disparition de la peur chez une partie
des gens : par exemple, le fait que beaucoup de pétitions à la Cour
ces derniers temps, se fassent avec une grande quantité de signatures,
montre que désormais, ils n'ont plus peur de la répression.
Cette situation me rappelle en France, en 1941, quand beaucoup de
gens disaient qu'on ne pouvait pas résister aux Allemands, et deux
ans plus tard, ces mêmes personnes voyaient qu'on pouvait bien résister
combattre et agir victorieusement.

Pour finir, je voudrais dire que dans l'état actuel des choses,
ou la Résistance grandit ou les patriotes chiliens courent de grands
risques, la solidarité internationale est plus nécessaire que jamais.
Les Chiliens à l'extérieur et tous les progressistes du monde
doivent agir et vite. Nous ne pouvons laisser seule la Résistance
chilienne.

nouvelles

GREVE DANS LES MINES DE CUIVRE "EL TENIENTE"

"Personne ne travaille le 2, mardi. Car nous gagnons une misère.
Parce que nous n'avons rien à mettre dans la marxite.
Parce que l'échelle mobile est une farce.
Parce que les dirigeants syndicaux sont des pantins traîtres
et une bande de vendus.
Laissons les pleurs de côté et faisons face à la défense de nos
intérêts.
Contre la misère générale, luttons !
Lisez et faites circuler !"

Voilà ce que disait en partie un des nombreux tracts qui circulèrent dans la mine "El Teniente" les jours précédant le 2 novembre dernier, tracts dans lesquels on faisait un appel à la grève.

Le 2 arrive, plus de 60% des mineurs ne se présentèrent pas au travail. Les ouvriers de la mine "El Teniente", un des centres cuprifères les plus importants du pays, avaient décidé de faire grève pour protester contre le non-respect, de la part de l'entreprise, des engagements sur les salaires et les avantages sociaux.

Cette grève est le point culminant d'une série de luttes qu'avaient commencées les mineurs il y a des mois, et, étant donné son ampleur, elle provoqua la panique chez les autorités fascistes.

Dès que la nouvelle de la grève fut connue dans tout le pays, diverses organisations syndicales, étudiantes et de masses, firent savoir leur solidarité aux mineurs en grève et alertèrent les gens contre le danger d'actions de répression.

NOUVELLE MANIFESTATION DES FEMMES ET DES PARENTES DES DISPARUS

Le jeudi 17 novembre, des parents des disparus firent une manifestation devant la Chancellerie du gouvernement, à l'heure où le nouvel ambassadeur des Etats-Unis au Chili présentait ses lettres de créance.

Plus d'une centaine de femmes, portant les portraits de leurs parents disparus sur la poitrine, distribuèrent une déclaration dans laquelle, une fois de plus, elles attirèrent l'attention de l'opinion publique et internationale en exigeant des éclaircissements sur le sort fait à leurs parents.

Au bout de quelques minutes, les forces de répression arrivèrent sur les lieux et commencèrent immédiatement à arrêter les participants qui, bras-dessus, bras-dessous, avancèrent jusqu'aux flics en chantant le chant national. Comme la manifestation ne se dissolvait pas, un nouveau contingent de policiers arriva, qui commencèrent à arrêter plus de 40 personnes, et 3 journalistes qui couvraient l'action. L'un d'eux, Charles Padilla, correspondant de l'agence UPI, fut arrêté avec les femmes pendant plusieurs heures.

Les manifestantes qui furent arrêtées furent libérées ultérieurement, mais il leur fut notifié qu'elles devraient comparaître au 3ème Tribunal de Crime pour "troubles de l'ordre public".

nouvelles

LA MAISON DE L'EGLISE RASEE

Une gigantesque opération militaire et policière fut déployée par les forces fascistes pour raser la maison d'exercices dépendant de l'Archevêché de Santiago, sous le prétendu motif de "chercher une bombe".

A l'endroit de l'immeuble, situé à Crescente Errázuriz, à Santiago, arrivèrent 4 bus, 3 jeeps et plusieurs autres véhicules transportant les forces de police et des membres de la Centrale Nationale d'Informations (ex DINA).

Derrière la prétendue recherche de la bombe, il y a le motif réel qui causa la démolition, et qui était une réunion de membres importants de la Démocratie Chrétienne avec des dirigeants syndicaux appartenant à ce courant. La police, après avoir vérifié l'identité des participants, se retira sans arrêter personne.

Face à cela, l'archevêque de Santiago, Raúl Silva Enriquez, rendit publique une déclaration condamnant de tels procédés: Pinochet répondit que lui "il avait beaucoup de respect envers l'église catholique".

EXIL DE SEPT DIRIGEANTS SYNDICAUX

La junte militaire fasciste a ordonné l'exil dans l'inhospitalière région nord du pays de sept dirigeants syndicaux. Selon des déclarations du tyran Pinochet lui-même, l'exil est dû à : "ils ont pratiqué, de façon réitérée, de l'agitation politique dans le domaine syndical, fomentant et organisant des actions d'indiscipline dans le travail, absolument contraires à la sécurité nationale".

Les dirigeants sur lesquels pèse l'exil sont : Juan Bernardino Pincheira Cortés, dirigeant du Syndicat Professionnel Caletones de la mine de cuivre "El Teniente"; Ramón Arturo Latuz Faviz, directeur du même syndicat ; Carlos Manuel Arellano, dirigeant des Employés Particuliers de Rancagua ; Milton Cesar Puga, du même syndicat ; Héctor Cuevas Salvador, dirigeant de la Fédération de la Construction ; Carlos Frez Rojo, de la Fédération des Travailleurs Portuaires, et Juan Sepúlveda Malbrán, des Syndicats Fensa-Madensa.

Quelques-uns parmi ces dirigeants n'ont pas encore été arrêtés par les forces de police. Les déportations doivent se faire à Visvirí, Caquena, Guayatiri, General Lagos, Villa Industrial, Chumiza y Chapiquiña, tous ces lieux se trouvant dans la zone nord du pays, près de la frontière bolivienne.

TRAVAIL RALENTI DANS LES PORTS

Les autorités portuaires sont préoccupées par les manifestations de mécontentement, et par les exigences salariales des dockers. Ceux-ci ont entamé un mouvement dans tous les ports le long des côtes du pays, de travail ralenti et de refus total d'effectuer des heures supplémentaires, de même qu'ils ont refusé de travailler les dimanches et jours de fête. Les dockers s'inquiètent aussi de l'éventualité que l'Entreprise Maritime du Chili passe aux mains du privé.

nouvelles

TROIS CHILIENNES, PARENTES DES DISPARUS, SE VOIENT INTERDIRE LE RETOUR AU CHILI

Ana Gonzalez, Ulda Ortiz et Gabriela Bravo ne purent rentrer dans leur pays, après avoir participé à l'Assemblée Générale des Nations-Unies, à la session des Droits de l'Homme.

Ces femmes courageuses allèrent jusqu'au siège de l'ONU pour exprimer devant cet organisme le cas de leurs parents disparus, lesquels sont méconnus et ignorés par la tyrannie fasciste. On leur refusa le visa d'entrée à l'aéroport Pudahuel, et on les refoula en Argentine où la police argentine, d'un commun accord avec la police chilienne, essaya de les arrêter. La détention fut évitée grâce à l'intervention de fonctionnaires des Nations-Unies. Pinochet justifia la mesure en alléguant que les trois femmes "diffamaient le pays".

L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS-UNIES CONDAMNE LA JUNTE MILITAIRE FASCISTE POUR VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME

L'Assemblée Générale des Nations-Unies venait de condamner une fois de plus le sanguinaire régime fasciste chilien pour sa constante violation des Droits de l'Homme. A cette occasion, le vote fut appuyé par un nombre important de pays qui montrèrent ainsi leur aversion pour la dictature. Des pays comme la France, la République Fédérale d'Allemagne et d'autres qui auparavant s'abstenaient ou votaient contre soutinrent alors par leurs votes.

LE FASCISME ASSASSINE LE JOURNALISTE AUGUSTO CARMONA ACEVEDO

Le 8 décembre, les forces de police de Pinochet ont fait une nouvelle victime. Déployant une grande quantité d'effectifs, les sbires de la tyrannie se mirent à assiéger la maison du journaliste Carmona, l'assassinant sur-le-champs. Augusto Carmona militait dans le Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (MIR).

NOUVELLES ARRESTATIONS ET DEMOLITIONS

A Valparaiso furent arrêtées 7 personnes accusées d'appartenir à une cellule "extrémiste". Les charges qu'on leur impute sont celles de "dis-
créditer et tenter de renverser le gouvernement, en portant atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat".

Les autorités fascistes se basent, pour leurs accusations, sur l'allé-
gation selon laquelle les détenus possédaient "une abondante litté-
rature marxiste et à caractère subversif". Toutes les personnes détenues
seront jugées par le Ministère public Naval.

A Santiago, le 29 novembre, les autorités fascistes annoncèrent la
détention de cinq autres personnes accusées aussi de "faire partie
d'une cellule clandestine qui réalisaient des actions tendant à orga-
niser un mouvement de résistance à la Junte et au Gouvernement".

Les noms des détenus sont : Carlos Arturo Altamirano Corder ; Mario
Roberto Godoy Jara ; Héctor Victor Gomez Orellana ; José Gabriel Cea
Muñoz et Rosa Ester Fuentes Polanco.

STRAUSS ET PINOCHET

Lors de sa récente visite au Chili (Novembre), le dirigeant de l'Union Social Démocrate-Chrétienne allemande, Franz Joseph Strauss, serra chaleureusement la main du fasciste Pinochet et loua, enchanté, son régime sanguinaire. Il se dit étonné par "la paix intérieure" et la "stabilité politique" qui, selon lui, existeraient dans le pays. Tout le monde sait ce qu'une telle "paix" et une telle "stabilité" ont signifié pour notre peuple. La Junte a assassiné 30.000 personnes, 3.000 ont "disparu" dans les mains de la DINA, des dizaines de milliers ont été sauvagement torturés et incarcérés. Au Chili règnent aujourd'hui la terreur et l'absence des libertés les plus élémentaires.

Il ne parut pas non plus informé de la tragique réalité que vit notre peuple sous la terreur fasciste et une politique économique qui le soumet à la faim et à la misère. Au moment où lui-même arrivait dans le pays, des dizaines et ensuite plus de cent femmes furent incarcérées et maltraitées par l'ex-DINA, pour le seul fait de manifester pour exiger que l'on révèle le lieu de détention de leurs parents "disparus".

La seule "réalité" qui intéressa M. Strauss fut celle que lui montrèrent et décriront Pinochet et d'autres fascistes : la "liberté", la "paix intérieure", et la "stabilité politique" qui permettent aux monopoles allemands, dont le sir Strauss est un fidèle serviteur, de s'installer sans problèmes au Chili pour partager avec les Yankees et d'autres le pillage de nos richesses, de pouvoir exploiter, avec des salaires de misère, les travailleurs chiliens. Tout cela, avec l'assurance que les fascistes chiliens sont prêts à assassiner et poursuivre tous ceux qui luttent pour leurs droits les plus élémentaires.

"Chaque peuple doit chercher son chemin propre vers la démocratie", dit Strauss, dans une entrevue avec le fasciste Enrique Ortúzar le 22 novembre, en faisant référence à ce qui s'était passé au Chili. Nous le remercions pour sa franchise : maintenant notre peuple - et aussi le peuple allemand - sait mieux qui est M. Strauss. Jusqu'à maintenant, seuls les pires fascistes avaient osé parler si clairement du "chemin à la démocratie" de Pinochet, qui ressemble tant à celui de Hitler en Allemagne. Quand le sir Strauss a dit qu'au Chili "le coup d'Etat est légitime, en accord avec la constitution", et que "dans ce pays, on fait beaucoup pour la lutte contre le terrorisme", pensait-il que n'importe quelle Constitution, des pays que lui juge démocratiques, pourrait justifier le massacre, la persécution et le mépris envers toute forme de démocratie ?

Ce que M. Strauss ne dira jamais, c'est qu'il ne fut pas du tout tranquille au Chili, car il a su que notre peuple s'organise et lutte jour après jour, sous diverses formes, contre le fascisme.

ABONNEZ VOUS A « ANCHA »

EUROPE

1 An 30 francs (de soutien 50 francs)

AUTRES PAYS 50 Francs (de soutien 80 francs)



Nom _____

Adresse _____

Ville _____

Paris

Envoyer chèque à l'ordre de BERNARD GUERRIEN a.

A.N.CH.A B.P. 59 PARIS 75623 CEDEX 13, FRANCE

PAGE LATINO-AMERICAINE

ARGENTINE

Environ 20 personnes ont été kidnappées à Buenos Aires le jeudi 8 décembre 77 par des hommes en civil qui prétendaient être de la police. Les personnes kidnappées étaient en grande majorité des mères de prisonniers politiques "disparus", qui ont été baptisées par les militaires argentins "les folles de la Plaza Mayo" ; car elles se réunissent tous les jeudis sur cette place pour exiger des nouvelles des disparus.

Elles étaient réunies dans une église, essayant de réunir des fonds pour la publication des avis payants dans la presse. Les 140 000 pesos qu'elles avaient réunis pour cela ont été volés par les inconnus, qui ont utilisé 5 voitures démunies de plaques officielles.

D'autre part, et cela malgré la répression qui sévissait, de nombreux syndicats argentins ont poursuivi leurs luttes pour l'obtention de réajustements de salaires ; c'est ainsi que se sont développées plusieurs grèves, par exemple :

- Des employés de Banque en grève "les bras croisés" ont été expulsés de l'organisme bancaire central par la police à Buenos Aires.
- 600 travailleurs du secteur frigorifique de la Société Argentine de viande ; les employés de l'usine Peugeot ; les employés de l'entreprise d'aéronautique Austral, sont en grève pour exiger de meilleurs salaires.

COLOMBIE

On a pu noter dans ce pays une grande recrudescence de la guerrilla depuis de nombreux mois. En effet, et même la presse bourgeoise en a parlé, l'Armée Populaire de Libération (E.P.L.) a occupé plusieurs villages dans les départements de Córdoba et d'Antioquia, diffusant de la propagande parmi la population, et expropriant les exploités de ces régions. La même presse bourgeoise attribue à l'E.P.L. l'attaque d'un bureau d'Etat Civil à Bogota, "où furent volées plus de 500 cartes d'identité vierges et divers documents et matériel de bureau, ceci laisse prévoir un regroupement de cette organisation armée" (Quotidien "El Colombiano").

D'autre part l'Armée de Libération National (ELN) a séquestré un riche éleveur de la province d'Antioquia- Gilberto Restrepo Velez - exigeant une forte somme d'argent pour sa libération.

BRESIL

Courant novembre 77, plusieurs dizaines de prisonniers politiques ont mené à bien dans différentes prisons du pays des grèves de la faim, pour protester contre leurs conditions de détention et réclamer leur transfert dans d'autres prisons.

Durant ce mouvement quatre d'entre eux ont été remis en liberté ; c'est le résultat de leur lutte et de la solidarité exprimée par le peuple brésilien, en particulier par les étudiants de Rio de Janeiro, lesquels ont imposé la lecture à la tribune de l'"Assemblée Législative de l'Etat" d'un document de soutien aux prisonniers.

MEXIQUE : LA DEMAGOGIE

principale politique du gouvernement

ARTICLE EXTRAIT DE L'HEBDOMADAIRE VENEZUELIEN "QUE HACER" (QUE FAIRE ?)

DE NOVEMBRE 1977

Actuellement, le Mexique représente, dans le monde politique latino-américain, un des cas les plus intéressants aussi bien par les contradictions existant entre sa politique intérieure et sa politique internationale, que par l'existence d'une "démocratie représentative" qui a vu, pendant trente ans, un seul parti au pouvoir. Ce parti est le PRI (Parti Révolutionnaire Institutionnel), né en 1945, précédé par le Parti National Révolutionnaire (1929-1937) et par le Parti de la Révolution Mexicaine (1937-1945).

Ces trois partis ont, chacun dans leur période, mené fondamentalement la même politique, étant tous trois composés de bourgeois ; cette bourgeoisie, utilisant une phraséologie démagogique, a trahi les idéaux d'un des plus grands mouvements de masse de l'histoire d'Amérique Latine : la Révolution Mexicaine.

Durant ces trente ans, la bourgeoisie, en se cachant derrière la démagogie et la terminologie "révolutionnaire", a livré toutes les richesses économiques du Mexique aux mains des monopoles nord-américains ; elle a réprimé brutalement les masses populaires, emprisonnant les dirigeants syndicaux et démocratiques, et maintenant le peuple mexicain dans des conditions de vie inhumaines.

D'autre part le peuple mexicain, pendant toutes ces années, a mené une lutte infatigable pour démasquer cette politique et exiger énergiquement le respect de ses droits conquis en tant d'années d'oppression et de mensonge.

C'est ce qui a obligé les différents gouvernements mexicains à concéder une série de réformes qui, si dans un premier temps elles ont entamé légèrement leurs intérêts et ceux de l'impérialisme américain, leur ont servi fondamentalement à conserver leur masque démocratique vis-à-vis des masses populaires mexicaines et de l'opinion internationale.

(...)

C'est à partir des années 60 que le mouvement révolutionnaire et populaire a commencé à acquérir plus de vitalité et de consistance.

Les masses étudiantes, en particulier, ont mené une lutte intense pour dénoncer la situation interne de l'Université et des collèges, luttant pour une réforme de l'éducation ; cette lutte a culminé en juin 68 sur la "Place des Trois Cultures" de Tlatelolco à Mexico où furent assassinées plus de 1000 personnes, et quantité d'autres arrêtées.

Ce mouvement, étudiant à l'origine, a pénétré de vastes secteurs populaires, se transformant en un vaste mouvement de masse qui, par son caractère spontané et inorganisé d'une part, et par les mesures de répression utilisées par le gouvernement mexicain d'autre part, ne s'est pas prolongé et a subi une régression.

Avec le massacre de 1968, le PRI a démontré une fois encore son caractère répressif et anti-populaire ; prévoyant les conséquences que cette action répressive pouvait entraîner aux niveaux national et international, le PRI a développé une nouvelle tactique.

Pendant la campagne électorale de 69-70, Echeverria - candidat du PRI - fait les premiers pas vers une nouvelle ouverture démocratique, annonçant des changements radicaux dans l'éducation et dans toute l'économie du pays. En 1970 Echeverria gagne les élections sans la moindre difficulté.

Durant les six années suivantes les choses n'ont pas beaucoup changé. Si effectivement le gouvernement d'Echeverria effectue certaines réformes et soutient certaines positions au niveau international, qui font de lui un "leader continental progressiste", les conditions d'oppression et d'exploitation des masses populaires empirent chaque jour, l'emprisonnement de dirigeants progressistes et révolutionnaires continue ; à la campagne sont créées de nouvelles formes de "latifundia" ; les prêts des Etats-Unis augmentent sans cesse, et le déficit commercial du Mexique est passé en 14 ans de 5 600 millions à 40 000 millions de pesos.

Naturellement tout le programme de réformes d'Echeverria est accompagné de toute une phraséologie démagogique de type nationaliste, qui, dans les moments de crise, appelle les masses à "l'unité nationale contre l'ennemi extérieur", au "progrès du pays", à "s'attacher à une plus grande efficacité au travail" etc..

L'ambiguïté du lien entre la politique extérieure et intérieure du gouvernement mexicain fait de ce pays un des plus dangereux du monde latino-américain, dangereux parce qu'il offre une image complètement fautive de la réalité du Mexique, trompant l'opinion publique internationale et propageant l'illusion d'un "anti-impérialisme" qui n'existe pas ni n'a jamais existé.

Dangereux car il représente une nouvelle situation, une tromperie plus subtile, vers lesquelles ils ont tenté de dévoyer la juste lutte du peuple mexicain pour son authentique indépendance nationale et sociale.

C'est pourquoi un gouvernement de cet acabit (duquel Carlos Andrés Pérez, président du Venezuela, a appris beaucoup) doit être analysé attentivement et dénoncé constamment dans chacune de ses actions.

En 1977, le 4 juillet, ont eu lieu des élections présidentielles où José López Portillo, candidat du PRI, a pris le pouvoir. Comme c'est la tradition depuis longtemps, López Portillo n'a eu aucune opposition, ayant obtenu l'appui inconditionnel de tous les partis électoraux. (...)

L'élection de López Portillo serait, d'après des déclarations émanant du PRI : "un premier pas vers l'avènement au Mexique d'une série de changements radicaux dans la politique économique du gouvernement et dans ses relations avec les masses populaires". D'après ces déclarations, ce sont les mêmes promesses, le même nationalisme "révolutionnaire" qui toutes ces années se sont traduits par la misère, le chômage et la répression contre le peuple.

De récents événements intervenus au Mexique, comme l'occupation de l'Université Agraire de Chapingo et des bureaux de plusieurs syndicats de classe ainsi que la répression organisée par le gouvernement contre diverses manifestations populaires qui protestaient contre la hausse du coût de la vie et réclamaient des augmentations de salaire, montrent que la situation n'a pas changé par rapport au passé ; les luttes des masses augmentent chaque jour, car le peuple mexicain commence à réaliser que le gouvernement de López Portillo, de la même façon que les gouvernements passés, est le représentant de la bourgeoisie mexicaine dont il défend les intérêts ; face à eux il nous faut livrer une bataille acharnée, jusqu'à les abattre et gagner la véritable indépendance du peuple mexicain.

solidarité internationale: CANADA

Du 27 octobre au 10 décembre 1977, un représentant du Front du Peuple a parcouru la plupart des villes et régions les plus importantes du Canada. Cette tournée a englobé 30 villes où se sont déroulées plus de 45 manifestations publiques, réunions, rencontres, conférences, etc..

Le résultat général de cette tournée est extrêmement positif. Des centaines de milliers de personnes de divers secteurs de l'opinion publique ont été amenées à connaître le Front du Peuple, à travers les conférences de presse, les entrevues à la radio d'Etat, les manifestations publiques et la propagande. Dans chaque ville, les journaux locaux ont publié des articles sur la lutte du peuple chilien, la politique du Front du Peuple, et sur la tournée qui a été suivie avec un grand intérêt par le peuple du Canada et les Chiliens qui y résident.

La tournée a commencé par Montréal où a eu lieu une manifestation enthousiaste de plus de 150 personnes ; ensuite ce furent les villes d'Ottawa, Québec, Sherbrooke, St Jean, Peterborough, Kitchener-W ; Guelph, et Toronto. Dans cette dernière ville le Front du Peuple a organisé une manifestation de plus de 200 personnes ; avant cette manifestation eut lieu la première conférence de presse, qui a été publiée dans différents journaux, aussi bien locaux que nationaux.

Après Toronto, la tournée a continué par les villes de Hamilton, St Catharines, London, Windsor, Montréal ; dernièrement, dans la capitale de la province du Québec (Montréal), le représentant du Front du Peuple a participé, avec d'autres délégations de mouvements de Libération, au meeting public de la Vème Conférence Nationale du Parti Communiste du Canada (ML). Lors de cet événement, le Front du Peuple a échangé des opinions et des expériences avec le Mouvement de Libération Nationale de Trinidad et Tobago, avec des camarades d'Ethiopie et d'Erythrée, ainsi que d'autres pays africains, avec des camarades de l'Inde etc.. Au meeting de clôture, devant plus de 600 personnes, le représentant du Front du Peuple a pris la parole pendant plus d'une heure, abordant différents thèmes, surtout les leçons qui peuvent être tirées de la lutte du peuple chilien. Il a insisté spécialement sur les luttes actuelles du peuple chilien et de la Résistance populaire, et a dénoncé les manoeuvres qu'entreprend l'impérialisme pour changer le visage de la dictature et perpétuer le fascisme.

A Winnipeg, le Front du Peuple a organisé deux manifestations et rencontré des Chiliens réfugiés qui habitent dans cette ville. La tournée a continué par : Regina, Saskatoon, Calgary, Edmonton (où il y eut aussi deux manifestations publiques), et Vancouver. Dans cette dernière ville eurent lieu six manifestations et réunions, l'une d'entre elles avec les membres de la colonie indienne qui y réside.



Durant cette rencontre, le Front du Peuple a pu échanger des idées et des expériences avec plus de cent personnes présentes ; on y a chanté des chants révolutionnaires indiens, et la rencontre s'est déroulée dans une atmosphère de grand enthousiasme et de fraternité combative.

Le représentant du Front du Peuple a aussi visité l'île de Nanaimo, puis Port St. James où travaillent plusieurs familles chiliennes avec lesquelles il a eu d'amicales conversations. Ensuite le Front a organisé des manifestations à Fredericton, Charlottetown, Sydney, St. Johns Nfld, Halifax, et dans d'autres villes. A Halifax il y a eu une réunion avec les travailleurs du courrier de cette ville. Cette réunion était organisée par le syndicat, et on y a pris d'importantes résolutions politiques pour appuyer la lutte du peuple et des travailleurs chiliens. Trois autres manifestations de solidarité avec la Résistance chilienne et avec notre Front eurent lieu également. La tournée s'est terminée par Sudbury, avec deux actions de solidarité ; Ste Marie, Thunder Bay, Orillia, et Toronto. A Toronto, le Front du Peuple rencontra des étudiants, des travailleurs de la culture, et d'autres groupes démocratiques ; il rencontra aussi la presse étudiante de cette ville.

Le 10 décembre 77 fut organisée à Toronto la manifestation finale à laquelle assistèrent plusieurs centaines de personnes, et où il fut décidé de constituer le Comité Canadien de Solidarité avec la Résistance Chilienne. La formation de ce Comité est le fruit du travail réalisé par le Comité de préparation qui a patronné la tournée du Front du Peuple. Le Comité a été constitué sous la direction du Comité Canadien) ; la résolution présentée lors du meeting a été approuvée par de longs applaudissements et des consignes d'encouragement à la Résistance chilienne et au Front du Peuple.

Si l'on analyse le travail réalisé, on voit que de larges secteurs démocratiques et progressistes du Canada, et surtout parmi les Chiliens qui y résident, ont pris conscience de la nécessité de renforcer l'appui à notre peuple pour isoler les positions pacifistes et démobilisatrices qui prétendent propager les dirigeants bureaucratiques et opportunistes qui appuient les manoeuvres de "changement" de l'impérialisme yankees et de la clique de Frei. Dans tous ses aspects, le contact direct avec le peuple canadien a une grande valeur. Des liens d'unité et de solidarité ont été établis, qui seront consolidés par le travail qu'a commencé à entreprendre le Comité Canadien de Solidarité avec la Résistance chilienne. Les contacts avec la communauté chilienne ont été également élargis ; y ont été définies des tâches concrètes en ce qui concerne la solidarité avec la lutte de la Résistance chilienne.

Au Canada on a pu vérifier une fois de plus les efforts du réformisme pour dissimuler les luttes du peuple chilien et essayer de maintenir le travail de solidarité dans le cadre "humanitaire" pour propager le défaitisme, l'immobilisme, et même la division entre les Chiliens, ainsi qu'entre les Canadiens. Dans ce sens, la tournée du Front du Peuple a eu une énorme importance pour l'unité et la solidarité des Chiliens et des Canadiens sur une ligne de lutte antifasciste conséquente.



SOLIDARITE INTERNATIONALE ESPAGNE

A l'invitation de la Convention Républicaine des peuples d'Espagne, une délégation du FRONT DU PEUPLE DU CHILI s'est rendue pendant la deuxième semaine de Novembre dans plusieurs villes et villages d'Espagne, apportant la parole et le message de la Résistance populaire chilienne. Dans toutes ces manifestations, meetings, assemblées, entrevues et rencontres fraternelles, les compagnons de lutte chiliens ont pu apprécier et sentir directement l'affection et la solidarité du peuple espagnol envers le peuple chilien et sa lutte anti fasciste et révolutionnaire. Nous faisons un bref résumé à suivre des activités les plus importantes développées en Espagne par la délégation du FRONT DU PEUPLE DU CHILI.

MADRID - Samedi 19 Novembre - Participation et intervention à une réunion de cadres de la Jeunesse Communiste (marxiste-léniniste) (J.C.M.L.) de MADRID.

- Participation et intervention à une réunion de masses de l'Association ouvrière Assembléiste (A.O.A.) à son siège, dans le quartier populaire de VALLECAS.

Dimanche 20 Novembre - Participation et intervention centrale au meeting de solidarité avec la lutte du peuple chilien organisé par la Convention Républicaine de Castille, réalisé au cinéma Rex.

Les 400 assistants ont applaudi longuement le discours prononcé par notre compagnon de lutte Hector Recalde. Ils ont souvent crié le mot d'ordre "LE PEUPLE ARME NE SERA JAMAIS ECRASE". Ils ont formulé de nombreuses questions et interventions au cours du forum ouvert à la fin du discours du Représentant du FRONT DU PEUPLE. Outre notre compagnon de lutte RECALDE, sont intervenus des représentants de la Convention Républicaine de l'Association des Parents des Prisonniers politiques (AFAPP) et de la Résistance Argentine.

Dans la soirée, la délégation chilienne a participé à une réunion de masses au quartier populaire de VILLAVERDE organisée par l'A.O.A.

A ces deux occasions a été diffusé largement une édition spéciale de ANCHA imprimée à MADRID.

VALLADOLID - Lundi 21 Novembre - Participation et intervention centrale au meeting tenu à l'Université devant une assistance de plus de 250 personnes qui ont applaudi les interventions des chanteurs des Groupes d'Action Culturelle (G.A.C.), des représentants de la Convention Républicaine, du Front du Peuple, ainsi que de nos compagnons récemment libérés des prisons franquistes, Manuel Blanco Chivite, Pablo Mayoral et Vladimiro Fernandez, militants du P.C.E. (m.l) et du FRAP qui avaient été condamnés à mort ou à de lourdes peines de prison en 1975 avant la mort du bourreau Franco.

SALAMANCA - Mardi 22 Novembre - Causerie et forum sur la Résistance au CHILI, à l'Université.

MADRID - Mercredi 23 novembre - Meeting pour le Chili, à la Faculté des Sciences de l'Université de Madrid. Les G.A.C. se sont produits, et il y a eu des interventions de la Convention Républicaine, la Résistance Argentine, et le Front du Peuple du Chili. Environ 200 personnes y ont assisté.

VALENCE - Vendredi 25 novembre - Meeting de solidarité avec la lutte du peuple chilien, à la Faculté de Sciences Economiques. Environ 250 personnes y ont assisté; elles ont écouté les interventions du Front du Peuple du Chili, de la Convention Républicaine du Pays Valencien, et de l'Association des Parents de Prisonniers Politiques (AFAPP), organisations qui avaient convoqué cette manifestation. En outre, ont été lus des messages d'appui à la Résistance Chilienne et au Front du Peuple, envoyés par la FUDE, l'OSO, l'UPM et la JC (ml), membres du Front Révolutionnaire Antifasciste et Patriote (FRAP). Un forum a également eu lieu, et une édition spéciale de ANCHA faite à Valence a été diffusée.

- Samedi 26 novembre - Le résultat de l'appel lancé au meeting de la veille a été la constitution du Comité de Soutien à la Résistance Chilienne de Valence.

- Dimanche 27 novembre - Participation d'un représentant du FRONT DU PEUPLE DU CHILI à l'Assemblée faite dans un théâtre du centre de Valence par l'Association Ouvrière Assembléiste (AOA), pour la préparation de son Premier Congrès National. Un message du Front du Peuple à l'AOA a été lu et applaudi longuement et chaleureusement par des centaines de délégués ouvriers qui s'y trouvaient réunis.

CATALOGNE - SABADELL - Dimanche 25 novembre - Meeting combatif organisé par la Convention Républicaine, où assistaient environ 250 personnes qui reprirent en chœur les mots d'ordre: "Pinochet assassin", et "Le Peuple, armé, ne sera jamais écrasé". Outre le forum et les questions posées à la délégation chilienne, est intervenu l'ex-prisonnier politique, récemment libéré grâce aux mobilisations des peuples d'Espagne, le camarade Lorenzo Jurado, au nom du Groupe Pour l'Amnistie Totale (GAT).

- BELLATERA - Lundi 28 novembre - Réalisation de 2 manifestations à l'Université Autonome, avec plus de 100 participants à chacune d'elles. De nombreux participants se regroupèrent à la fin des débats, pour constituer des Comités de Soutiens à la Résistance Chilienne.

- FLORESTA - Ce même lundi, la délégation du Front du Peuple a participé à une causerie d'information sur la Résistance au Chili, tenue au local d'une Association de Voisins de cette localité.

- BARCELONE - Mardi 29 novembre - Meeting à l'Université Centrale de Barcelone. 100 participants. Constitution d'un Comité de Soutien.

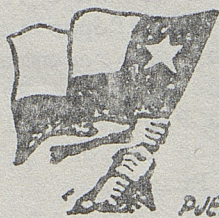
- Discussion sur la Résistance Chilienne dans la quartier ouvrier de SANTA COLOMA DE GRAMANET.

- Interview à RADIO JEUNESSE d'un représentant du Front du Peuple. Durée: 20 minutes.

- Mercredi 30 novembre - Discussion sur la Résistance, animée par un membre du Front du Peuple devant les travailleurs de ROCA.



SOLIDARIDAD
CON EL
GUERRA DE CHILE
EN LUCHA



CONVENCIÓN
REPUBLICANA



FRENTE DEL
PUEBLO CHILENO

SOLIDARIDAD INTERNACIONAL CON LA
LUCHA DEL PUEBLO CHILENO CONTRA EL FASCISMO

PARTICIPAN: - CONVENCIÓN REPUBLICANA: Comité de Valladolid
- FRENTE DEL PUEBLO: Sección de Chile
- COMPAÑEROS REPRESENTADOS: N. BLANCO OBANTE, J. FERNANDEZ TORO
- CANTANTES POPULARES.

DIA 21 - 7'30 TARDE - FACULTAD de FILOSOFIA (v. 1955)



Caracas, 23-1-78

Estimados Compañeros:

La presente carta es para informarles que el gobierno burgués de Carlos Andrés Pérez, prepara una violenta arremetida contra las vanguardias revolucionarias.

Desde las últimas semanas de diciembre de 1977 hasta la presente fecha, la burguesía utilizando su prensa, desarrolla toda una campaña propagandística que va dirigida a crear las condiciones ante el pueblo para justificar la represión contra el Frente Américo Silva del Partido Bandera Roja, núcleo del Ejército Popular Venezolano.

Grandes contingentes del aparato militar y policial del estado burgués: Ejército, Guardia Nacional y DISIP (policía política), han sido desplazados hacia el oriente del país (estados Anzoátegui, Monagas y Sucre) estableciendo un cerrado cerco militar en algunas zonas de estos estados. Ejemplo concreto de ello, es el cerco militar tendido en el sector "La Fortaleza" en el estado Anzoátegui, aduciendo que allí, se encuentra asentado un campamento guerrillero. Se ha intensificado la represión contra los campesinos, siendo muchos de ellos detenidos por ser considerados enlaces y medios para almacenar ropas, alimentos y otros implementos de los guerrilleros; luego de ser conducidos a los campamentos antiguerrilleros, son torturados y hasta los momentos se desconoce la identidad y el estado físico de estos hombres del pueblo, ya que los cuerpos represivos se niegan a dar información, lo que nos hace temer por sus vidas.

Esta situación nos permite suponer, que se prepara una "razzia" represiva que va dirigida fundamentalmente a intentar exterminar a las vanguardias y destacamentos revolucionarios. La causa de esta nueva ofensiva, se debe a que la burguesía, los terratenientes y el imperialismo están conscientes del avance sostenido de la recuperación de fuerzas del movimiento revolucionario, constituyendose un objetivo, silenciar su acción en las masas populares para impedir la consolidación del Partido Proletario y de los instrumentos tácticos y estratégicos en su seno, que harán posible llevar adelante victoriosamente la revolución venezolana.

Todas estas acciones del gobierno burgués de Carlos Andrés Pérez están enmascaradas bajo una supuesta democracia y paz, que pretende presentarse como baluarte de la defensa de los derechos humanos en América Latina y el mundo.

Esperamos obtener de Ustedes, en la medida de sus posibilidades, la más amplia solidaridad internacional, denunciando en su país y en el mundo al estado burgués representado por Carlos Andrés Pérez, evidenciando su carácter represivo, criminal y antipopular al iniciar una vez más, contra nuestra organización y contra nuestro pueblo, la más brutal represión.

Un fraternal saludo revolucionario,

Comité Político Nacional

"Bandera Roja"